

## AVERTISSEMENT

Trois auteurs, actifs dans le mouvement syndical et associatif, ont joint leurs efforts pour rédiger ce petit livre pédagogique...et proposer une alternative aux politiques libérales comme à celles de la gauche française sclérosée. A l'époque de la première édition, en 1983, s'achevait en effet la première phase, étatiste, productiviste et keynésienne du gouvernement socialo-communiste de François Mitterrand (élu en 1981). Tiré aujourd'hui à plus de 30000 exemplaires, souvent utilisé par les enseignants d'économie de l'enseignement secondaire, le livre a eu un impact certain dans les cercles militants de gauche, les syndicats et les mouvements écologistes et associatifs. Cet impact fut relayé par la revue animée par Denis Clerc, *Alternatives Economiques*, par les livres d'Alain Lipietz *L'audace ou l'enlisement*, puis *Choisir l'audace* (aujourd'hui traduit en japonais par les éditions Fujiwara), et par l'activité d'expertise de Joël Satre-Buisson.

La rédaction du livre fut entièrement collective; toutefois l'essentiel des formulations sont dues aux talents pédagogiques de Denis (sur une trame que j'avais proposée), à l'exception des dernières parties (à partir de "Où va-t-on") dont j'ai proposé une première rédaction.

Michel Roland nous fit l'honneur de préfacer le livre. Il fut le n°2 de la CFDT, le second syndicat ouvrier français, au quel il proposa dès les années 70 un "nouveau modèle de développement". Entré en conflit avec le Secrétaire général Edmond Maire, il fut évincé et devint responsable de l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie.

Le monde a beaucoup changé depuis la seconde édition qui sert de base à la présente traduction japonaise. L'éditeur Shinyoron a cependant pensé que, tel qu'il est, il peut servir d'introduction à la théorie de la régulation initiée par quelques économistes français, à leur analyse de la crise, aux propositions de la gauche alternative française. Nous l'en remercions, ainsi que les traducteurs . J'ai cependant rédigé une postface qui actualise quelque peu le livre aux années 1990 et à la situation japonaise.

**POSTFACE A L'EDITION JAPONAISE DE  
"La Crise"**

Bien des choses ont changé depuis la rédaction de ce livre. En fait, les années 1980 auront joué le rôle d'un "match éliminatoire" entre les diverses solutions à la crise du fordisme.

Rappelons-nous. Il y avait deux grands problèmes.

\* *Du côté de la demande* : l'internationalisation de la production, à partir de la fin des années 60, avait brisé la capacité des Etats Nationaux à encadrer la croissance du marché intérieur pour offrir des débouchés à la production nationale.

\* *Du côté de l'offre* : le taylorisme comme méthode d'organisation du travail avait rencontré ses limites d'efficacité.

C'est précisément de ce côté-là (le côté de l'offre) que les années 1980 se sont avérées décisives. Mais disons un mot d'abord de la crise du côté de la demande. Dans le Chapitre III, nous avons évoqué la fin du "choc monétariste", et la "curieuse politique" menée à partir de 1983 par les autorités américaines : maintien du taux d'intérêts élevés, et en même temps un formidable déficit budgétaire (essentiellement pour les industries d'armement). Et bien ! Ce déficit intérieur américain a provisoirement tiré le monde de la "crise de la demande". Ce déficit (de l'ordre de 10 milliards de dollars par mois) a d'abord relancé l'activité dans certains Etats des USA. Surtout, il a provoqué une vague d'achats américains vers le reste du monde, et donc un déficit du même ordre de grandeur, (dix milliards par mois) des USA à l'égard des pays les plus compétitifs, soit par l'efficacité de leur système productif (l'Allemagne et le Japon), soit par le bas prix de leur main d'oeuvre (les Nouveaux Pays Industrialisés). Par un effet d'entraînement, tous ces pays ont pu retrouver une croissance certaine, tirée par l'exportation. Mais dès 1987, l'endettement américain devint catastrophique (aujourd'hui il dépasse la moitié de l'endettement total du Tiers Monde !). Ce déséquilibre provoque une série de "krachs", et finalement, après 8 ans de croissance à crédit, les Etats-Unis retrouvent la récession en 1990. Les conséquences de la récession mondiale à venir, pour les pays exportateurs, seront dramatiques, surtout pour les pays du Tiers Monde, et tout ceux qui n'auront pas su correctement résoudre la "crise de l'offre".

De ce côté-ci, une grande fracture est en effet apparue, que nous annonçons dans le chapitre III ("La révolution technologique"). Un premier groupe de pays (les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne...) ont choisi d'utiliser la révolution technologique pour *approfondir* encore le taylorisme, opposer les ingénieurs et techniciens à une masse d'ouvriers et d'ouvrières non seulement déqualifiés, mais en plus privés des droits sociaux que leur avait concédé le fordisme. D'autres pays au contraire (l'Europe du Nord, le Japon) ont choisis l'*implication négociée* des travailleurs dans l'amélioration de la qualité et de la productivité. Et la grande nouvelle des années 80, c'est que ce second groupe de pays a gagné la guerre commerciale : ce sont eux les pays les plus compétitifs, même avec des salaires bien supérieurs à ceux des USA ou de la Grande-Bretagne !

Encore faut-il distinguer. Nous soulignons que la négociation de l'implication des travailleurs peut être *individuelle* (et alors cela n'est pas très différent du premier modèle) ou *collective*. Mais à quel niveau s'opère cette négociation collective ? Au Japon : dans les grandes firmes. En Allemagne : par branche industrielle. En Suède : au niveau de toute la société. Or les conséquences sociales de ces différences sont énormes.

\* Là où la négociation (explicite ou informelle) s'opère firme par firme, comme au Japon, on assiste à une "dualité" profonde entre les "bonnes firmes" (les grandes, où il y a essentiellement des hommes) et les "mauvaises firmes" sous-traitantes (les petites, où on trouve essentiellement des femmes, des Coréens, des personnes âgées), la compétition sociale est générale, obsédante.

\* Là où la négociation est plus socialisée (comme dans le modèle suédois), la société est beaucoup moins divisée, il y a plus de justice et d'égalité entre les sexes, les gains de productivité sont utilisés pour réduire la durée du travail et assurer une vie plus tranquille.

Du point de vue capitaliste, ces deux modèles (le japonais et le nord-européen) se sont avérés aussi efficaces. Socialement, il en va tout autrement. A mon avis, seule une variante du modèle "nord-européen" ouvre la voie aux choix progressistes, sociaux, féministes et écologistes que nous esquissions en conclusion de ce livre <sup>1</sup>. Ce qui pose d'énormes problèmes au mouvement syndical, et aux associations de la Société Civile.

Je voudrais oser ici dire un mot à propos du Japon. Je sais qu'un voyage de 5 semaines, à l'automne 1990, ne m'autorise pas à prétendre connaître la réalité japonaise. Mais les débats autour de mon livre *Choisir l'Audace* (ed. Fijiwara) m'ont permis d'apercevoir quelques uns des problèmes qui traversent la gauche japonaise (pas très différents de ce qui s'est passé dans la gauche française, d'ailleurs).

Un de ses premiers problèmes est d'avoir sous-estimé la possibilité d'obtenir certains progrès sociaux dans le cadre du capitalisme. Beaucoup se sont alors trouvés désorientés devant l'échec fracassant des soi-disant pays socialistes, devant leur effondrement en 1989. Pendant ce temps, une fraction du capitalisme japonais (les grandes firmes comme Toyota) parvenait à négocier un compromis (celui de "l'implication négociée") avec une partie de la fraction masculine du salariat. C'est la combativité même du salariat japonais (depuis 1945, et surtout à la fin des années 60, à l'apogée du Fordisme) qui a conduit cette fraction du patronat à ce compromis. Or ce compromis (travailler plus intelligemment, en échange d'une garantie d'emploi et d'un "salaire à l'ancienneté") avait vraiment des aspects positifs. Toyota n'est certainement plus "l'usine du désespoir" (en tout cas, par comparaison avec le sort du salariat dans les usines équivalentes de France ou des USA). Pour ne pas l'avoir compris, pour avoir trop longtemps collé au modèle soviétique, le syndicalisme de gauche japonais s'est marginalisé.

A la place, on a vu se mettre en place un véritable "syndicalisme d'aristocratie ouvrière au niveau mondial", le Rengo. Maintenant que le Japon est en tête de la hiérarchie capitaliste mondiale, il est tout naturel qu'apparaisse un tel type de syndicalisme, content de ses succès, les défendant égoïstement face au reste de la société japonaise (notamment les femmes et les travailleurs des petites entreprises) : c'était déjà l'attitude du grand syndicat américain de l'apogée du fordisme, l'AFL-CIO.

Ce qui est terrible avec ce genre de syndicalisme, c'est qu'il est totalement absent de "l'autre Japon", celui des petites entreprises, du travail informel, du monde des femmes. Chez les femmes au contraire s'est développé le sentiment écologique, l'esprit coopératif, l'aspiration à l'égalité sociale. Pour un Occidental, le Japon apparaît comme une société

coupées en deux par la ligne des sexes, avec des forces sociales elles-mêmes coupées en deux.

Une des conséquences les plus terribles de cette coupure est l'écrasante longueur de la journée de travail au Japon. Comme si le syndicalisme n'avait pas à négocier le droit à une vie libre, à une vie créative, à une vie d'épanouissement et de reconnaissance sociale en dehors du travail. Compromis très dangereux : la roue tourne, demain d'autres pays seront aussi compétitifs que le Japon, et alors les avantages de l'aristocratie salariée masculine pourraient bien être remis en cause.

Je sens bien que la coupure entre les sexes au Japon s'enracine dans des traditions séculaires. Mais je ne crois pas à l'image d'un Japon (répandue en Occident), où les hommes, par nature, ne s'intéresseraient qu'à leur travail. Le peuple japonais m'a semblé l'un des plus gai, sympathique et chaleureux de la terre, derrière le vernis de la "culture d'entreprise". Depuis des décennies, le patronat est parvenu à le mobiliser dans une bataille économique, qui aujourd'hui fait peur au reste du monde. Mais cela ne correspond pas nécessairement aux aspirations profondes du peuple japonais.

Je suis persuadé que la compétitivité acquise par le Japon, grâce à la qualification, l'ingéniosité et l'implication de ses travailleurs, lui offre une occasion unique dans l'histoire d'inventer un mode de vie plus convivial, plus égalitaire, plus démocratique, plus heureux. C'est l'affaire du mouvement des femmes d'imposer l'égalité, c'est l'affaire du syndicalisme d'imposer des contreparties sociales (surtout sous la forme d'une croissance du temps libre) à la haute qualité du travail fourni par les salariés, c'est l'affaire de tous d'étendre ces conquêtes sociales au delà du monde des grandes entreprises, c'est l'affaire de tous d'orienter la croissance japonaise vers le respect de l'écologie.

Alain LIPIETZ

Février 1991

1. On trouvera un exposé plus détaillé dans *Choisir l'Audace*. En ce qui concerne le débat scientifique sur le modèle post-fordiste japonais, voir mon article avec Danièle LEBORGNE dans *Mado* n°4.